



Programme Alimentaire Mondial

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration
Rome, 20–23 février 2017**

Distribution: générale

Date: 10 février 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2017/7/2/Rev.2

Plans stratégiques de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays – Équateur (2017–2021)

Durée	1 ^{er} avril 2017–31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	41 597 853 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

L'Équateur a réalisé des avancées considérables dans le domaine du développement économique, social et humain au cours de la dernière décennie, mais des problèmes persistent qui entravent la réalisation du Programme 2030 et des objectifs de développement durable, notamment les objectifs 2 et 17. On peut citer en particulier la forte prévalence de la malnutrition chronique, la progression du surpoids et de l'obésité associés à des carences en micronutriments, l'accès restreint des réfugiés à la nourriture et à l'emploi, la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles et au changement climatique, les inégalités entre les sexes et le manque de débouchés pour les petits exploitants.

Le troisième *Plan Nacional para el Buen Vivir* (Plan national pour le bien-vivre) pour 2013-2017 constitue le cadre de référence à partir duquel sont élaborés les politiques et les programmes du Gouvernement. Sur les 12 objectifs que compte ce plan, quatre sont liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'à l'objectif de développement durable 2: i) éliminer la malnutrition infantile; ii) garantir l'accès à la nourriture; iii) garantir la viabilité des systèmes alimentaires; et iv) améliorer les conditions de vie des petits exploitants. L'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement, sous la houlette du Secrétariat technique à la coopération internationale, ont mis au point le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2015–2018, qui rejoint les priorités nationales.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

M. K. Park
Directeur de pays
courriel: kyungnan.park@wfp.org

L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Équateur¹ mené en 2015 a mis en évidence les obstacles à la réalisation de l'objectif de développement durable 2 ainsi que les potentialités; à partir de ce travail, un dialogue s'est engagé avec différents ministères et institutions. Un atelier multisectoriel s'est tenu en juillet 2016 pour discuter les priorités des partenaires gouvernementaux et définir l'appui que le PAM pouvait apporter.

Le plan stratégique du PAM pour l'Équateur mise sur les synergies entre l'action du PAM et celle du Gouvernement et favorise le transfert de connaissances en se concentrant sur quatre effets directs stratégiques:

- Effet direct stratégique 1: Les réfugiés, les personnes déplacées et les populations vulnérables en Équateur sont à même de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base tout au long de l'année (Résultat stratégique 1, cible 2.7 du Plan national pour le bien-vivre);
- Effet direct stratégique 2: Les petits exploitants des zones ciblées, et notamment les femmes, améliorent durablement leurs revenus et leur productivité d'ici à 2021 (Résultat stratégique 3, cible 10.4 du Plan national pour le bien-vivre);
- Effet direct stratégique 3: La capacité d'adaptation au changement climatique des communautés et des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones très sensibles au changement climatique ainsi que celle des institutions gouvernementales est renforcée d'ici à 2021 (Résultat stratégique 4, cible 7.10 du Plan national pour le bien-vivre);
- Effet direct stratégique 4: Les institutions nationales et les programmes en Équateur, notamment les programmes de protection sociale, reçoivent une aide pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici à 2021 (Résultat stratégique 5, cible 3.6 et 3.11 du Plan national pour le bien-vivre).

Le plan stratégique de pays renforce le rôle d'allié stratégique du Gouvernement équatorien joué par le PAM dans le domaine du développement et du transfert des connaissances tout en préservant sa capacité de renforcer les programmes de sécurité alimentaire et de nutrition du Gouvernement si nécessaire.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Équateur (2017–2021) (WFP/EB.1/2017/7/2/Rev.2), pour un coût total pour le PAM de 41,6 millions de dollars É.-U.

¹ *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales* (Faculté des sciences sociales d'Amérique latine), 2015: *Strategic Review Report on Food Security and Nutrition in Ecuador*.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. L'Équateur est un pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) qui compte une population de 16,5 millions d'habitants². Des élections présidentielle et législatives auront lieu le 19 février 2017. L'Équateur accueille actuellement les pourparlers de paix entre le Gouvernement colombien et l'Armée de libération nationale, le deuxième groupe rebelle colombien.
2. De 2006 à 2014, l'Équateur a connu un taux de croissance moyen de 4,3 pour cent de son produit intérieur brut (PIB). Durant cette phase d'expansion, le Gouvernement a pu accroître les dépenses sociales et investir davantage dans les secteurs de l'énergie, du transport et de l'éducation. Selon les statistiques nationales, la pauvreté a reculé de 37,6 à 22,5 pour cent durant cette période. De même, l'écart des revenus s'est réduit, passant de 55,0 en 2003 à 45,4 en 2014 (mesure du coefficient de Gini)³.
3. Toutefois, ces avancées sont aujourd'hui menacées par un ralentissement de l'économie due à la diminution des prix du pétrole engagée depuis 2014 et au cours élevé du dollar des États-Unis. Entre 2014 et 2015, la prévalence de la pauvreté est passée de 22,5 à 23,3 pour cent de la population, et de 35,3 à 39,3 pour cent en milieu rural³. Cette situation a été aggravée par le puissant séisme d'avril 2016 qui a dévasté la côte équatorienne. Le Gouvernement a initialement estimé le coût de la reconstruction à près de 3 pour cent du PIB.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

4. *Accès à la nourriture.* Sur les 104 pays que compte l'indice de la faim dans le monde, l'Équateur se place au 47^{ème} rang⁴. La pauvreté entrave l'accès à la nourriture et réduit la variété de l'alimentation: les fruits ne représentent que 16 pour cent de la totalité des aliments consommés par les plus pauvres, contre 27 pour cent parmi les ménages les plus riches⁵. La consommation moyenne nationale de fruits et légumes – 183 grammes par personne et par jour – est nettement inférieure aux 400 grammes recommandés⁶. En 2015, l'Équateur accueillait plus de 60 000 réfugiés – dont plus de 57 000 en provenance de Colombie – et avait reçu 233 000 demandes d'asile⁷. Environ 64 pour cent des nouveaux arrivants ont une consommation alimentaire insuffisante ou limite et un régime alimentaire peu varié⁸. Ce groupe requiert une assistance pour pourvoir à ses besoins alimentaires essentiels et rétablir ses moyens d'existence⁸; certains rapatriés équatoriens se trouvent dans une situation de vulnérabilité analogue.
5. *Fin de la malnutrition.* Grâce aux investissements publics considérables, des progrès notables ont été accomplis. Entre 1986 et 2014, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans a diminué, passant de 40,2 à 23,9 pour cent²; l'insuffisance pondérale a également reculé, de 12,8 à 4,8 pour cent. En dépit des progrès importants enregistrés, l'anémie reste un grave problème de santé publique puisqu'elle touche 62 pour cent des enfants de moins de 1 an⁶. Dans le même temps, l'obésité et le surpoids ont progressé en raison de la "transition nutritionnelle", si bien que 64 pour cent des adultes équatoriens en souffrent. La faiblesse des avancées dans ce domaine a plusieurs explications: manque de sensibilisation aux questions de nutrition, accès limité à des aliments nutritifs, régime alimentaire peu varié, accès restreint à l'eau et aux structures d'assainissement de base, et forte incidence des maladies chez les enfants⁵.
6. *Productivité et revenus des petits exploitants.* L'agriculture reste la principale source de subsistance en Équateur, puisque le secteur emploie 28,5 pour cent de la population économiquement active – 68,5 pour cent en milieu rural. Environ 75 pour cent des unités

² Institut national de la statistique et du recensement, 2016. Enquête de recensement des conditions de vie.

³ World Bank: <http://data.worldbank.org/country/ecuador>.

⁴ Secrétariat national à la planification et au développement. Juin 2016.

⁵ *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales* (FLACSO, Faculté des sciences sociales d'Amérique latine), 2015.

⁶ Enquête nationale sanitaire et nutritionnelle, 2013.

⁷ Ministère des affaires étrangères et de la mobilité humaine. 2016.

⁸ Enquête de référence du projet du PAM, 2015.

agricoles pratiquent une agriculture familiale, mais cela ne représente que 17 pour cent des terres agricoles du pays. L'essentiel des cultures produites par les petits exploitants est destiné à la consommation quotidienne⁹. Les femmes constituent environ 43 pour cent de la population employée dans l'agriculture. Les femmes autochtones se heurtent à des discriminations de toutes sortes – sexiste, professionnelle, ethnique – qui pèsent sur leur participation et leur productivité et alourdissent leur charge de travail, et qui se traduisent au bout du compte par un pouvoir décisionnel limité, une faible connaissance de leurs droits et un accès restreint à la propriété⁵.

7. *Systèmes alimentaires durables.* En Équateur, la viabilité des systèmes alimentaires est menacée par la croissance démographique, l'érosion des sols, les catastrophes naturelles, la perte de productivité des terres, la dégradation des terres et de l'environnement et le changement climatique¹⁰. L'Équateur est très vulnérable face à des catastrophes naturelles qui causent des pertes en vies humaines et endommagent l'infrastructure: sur les 135 grandes catastrophes qui ont eu lieu entre 1900 et 2015¹¹, 60 pour cent ont été provoqués par des phénomènes hydrométéorologiques – sécheresse, inondations et coulées de boue¹² – et 40 pour cent par des événements géophysiques tels que des tremblements de terre, des éruptions volcaniques ou des glissements de terrain¹³. Il a été estimé que le séisme d'avril 2016 ralentirait la croissance du PIB de l'Équateur de 0,7 point de pourcentage en 2016, et le coût de la reconstruction a été évalué à 3,34 millions de dollars⁴. Le changement climatique intensifie le phénomène d'oscillation australe de la pression atmosphérique lié à El Niño qui nuit à la biodiversité, à l'agriculture et à la pêche, menace la production alimentaire et exerce une pression à la hausse sur les prix des denrées alimentaires⁵. Les populations pauvres et en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones les plus exposées au changement climatique ne sont pas suffisamment équipées pour faire face à ces menaces.

Environnement macroéconomique

8. En Équateur, le développement humain a progressé au même rythme que le développement économique: le Gouvernement a investi en priorité dans des politiques sociales fondées sur un modèle universel et intersectoriel. Toutefois, le pays entre actuellement dans une période d'austérité budgétaire suite à la baisse des revenus du pétrole, principale exportation du pays. Une contraction de 2,1 pour cent du taux de croissance réel du PIB est prévue en 2016, et de 1,2 pour cent en moyenne en 2017 et 2018¹⁴. Une hausse de la production des secteurs pétroliers et miniers et une intensification du commerce avec l'Europe pourraient favoriser la reprise économique en 2019–2021.

Principaux liens intersectoriels

9. L'Équateur se classait au 88^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2015¹⁵. Le pays a atteint toutes les cibles des objectifs du Millénaire pour le développement, à l'exception de celle visant à réduire la mortalité maternelle d'au moins 75 pour cent. Selon l'indice d'inégalité de genre, l'Équateur se classe 88^{ème} sur 149 pays¹⁵. Bien que des améliorations importantes aient eu lieu dans ce domaine, telle une représentation accrue des femmes à l'Assemblée nationale, la mortalité maternelle, les inégalités d'accès à l'emploi, les discriminations et les violences à caractère sexuel et sexiste continuent de compromettre la sécurité alimentaire et la nutrition des femmes, notamment dans les campagnes et parmi les communautés autochtones et de réfugiés¹⁵. Six Équatoriennes sur dix ont été victimes de violences sexuelles ou sexistes et cette proportion monte à sept sur dix chez les femmes autochtones².

⁹ Stratégie nationale pour l'égalité et l'éradication de la pauvreté, 2014.

¹⁰ Stratégie nationale pour l'égalité et l'éradication de la pauvreté, 2014.

¹¹ Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, 2015.

¹² Secrétariat à la gestion des risques. 2015. Plan national d'intervention d'urgence pour faire face à El Niño.

¹³ Ministère de l'environnement, 2012. Stratégie nationale sur le changement climatique.

¹⁴ *El Comercio*. Octobre 2016.

¹⁵ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2015. *Rapport sur le développement humain*.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

10. L'examen stratégique sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Équateur réalisé par la *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales* (FLACSO; Faculté des sciences sociales d'Amérique latine) équatorienne a recensé les lacunes et problèmes ci-après:
- Malgré les progrès notables enregistrés face aux problèmes de mobilité humaine, les réfugiés, les rapatriés et les migrants vulnérables, notamment les nouveaux arrivants, ne sont pas bien informés des services publics auxquels ils ont droit – santé, éducation et sécurité sociale – et ont peu accès aux programmes de protection sociale; ils n'ont donc pas les capacités suffisantes pour subvenir à leurs besoins essentiels et reconstituer leurs moyens d'existence. La vulnérabilité des migrants, notamment des migrants colombiens, a été peu analysée.
 - Des solutions novatrices sont nécessaires pour éradiquer la malnutrition chronique comme l'exigent les objectifs nationaux; les liens entre la stratégie en matière de nutrition¹⁶ et la protection sociale sont une piste prometteuse qu'il faudra explorer. Les programmes d'assistance sociale ayant recours à l'aide monétaire et alimentaire ainsi que les interventions de lutte contre la pauvreté pourraient comporter des dimensions nutritionnelles et partant, contribuer à améliorer les résultats dans ce domaine.
 - Il conviendrait d'améliorer l'appui apporté aux petits exploitants pour diversifier l'économie rurale, améliorer la qualité, renforcer la gestion financière et administrative des organisations de petits agriculteurs, et offrir plus de débouchés commerciaux aux petits producteurs. À cette fin, des activités de renforcement des capacités pourraient être engagées au niveau local, favorisant la participation d'acteurs locaux et une bonne coordination entre les niveaux national et local, notamment avec les unités de coordination des réseaux commerciaux et de l'innovation du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche. Des campagnes d'information pourraient également être organisées pour encourager les petits exploitants à se regrouper, améliorer les processus et, s'agissant des producteurs souhaitant participer aux plateformes de passation de marchés publics, fournir une assurance qualité.
 - Les capacités des administrations locales pourront être renforcées de diverses manières: i) activités de sensibilisation aux conséquences du changement climatique; ii) coordination avec les autorités nationales des activités de vulgarisation et d'éducation; iii) intégration du changement climatique dans les plans locaux de développement et d'aménagement des terres; et iv) adoption de normes techniques obligatoires et d'une législation locale pour gérer les risques climatiques.
 - Il faudra renforcer la coordination intersectorielle, interinstitutions et interorganisations, en améliorant notamment la communication entre les échelons national et local pour la mise en œuvre des politiques publiques. Les mécanismes de suivi et d'évaluation pourraient également être renforcés afin d'éclairer la prise de décisions et de guider l'élaboration des politiques en fournissant davantage de données probantes sur l'impact des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment dans le contexte de la mobilité humaine et du changement climatique.

1.4 Grandes priorités du pays

Priorités du Gouvernement

11. La Constitution équatorienne de 2008 met l'accent sur les droits de l'homme et de l'environnement, le concept du "bien-vivre" et une répartition équitable des richesses. La souveraineté alimentaire¹⁷ est l'un des fondements du nouveau modèle de développement et les articles 13 et 281 de la Constitution garantissent le droit à un accès sans risque et permanent à

¹⁶ *Estrategia Acción Nutrición.*

¹⁷ L'article 281 de la Constitution équatorienne de 2008 stipule que la souveraineté alimentaire est un objectif stratégique et une obligation de l'État qui vise à garantir que les individus, les communautés, les peuples et les nations parviennent à l'autosuffisance alimentaire et disposent d'une nourriture saine et culturellement appropriée.

une nourriture saine et nutritive¹⁸. Dans le cadre du *Plan Nacional para el Buen Vivir* (PNBV; Plan national pour le bien-vivre), le Gouvernement a mis au point deux plans d'action – l'un visant la modification du modèle de production et l'autre axé sur l'égalité et l'éradication de la pauvreté.

12. Le Ministère coordinateur du développement social dirige des programmes multisectoriels ayant pour objectif de s'attaquer aux causes de la malnutrition, et en particulier une stratégie nutritionnelle ciblant les enfants de moins de 2 ans. Figurent parmi les autres stratégies et programmes les campagnes menées par le Ministère de la santé publique en faveur de l'enfance et à l'appui d'habitudes alimentaires saines et d'un ensemble de soins de santé; les services pour le développement de l'enfant dirigés par le Ministère de l'inclusion économique et sociale; et les programmes de repas scolaires du Ministère de l'éducation.
13. Le PNBV encourage l'inclusion économique et sociale et la protection des personnes en situation de mobilité. Le Vice-Ministère de la mobilité humaine est chargé des questions concernant les réfugiés, les rapatriés et les migrants. L'*Agenda Nacional de Igualdad para la Movilidad Humana* (ANIMHU; Programme national d'égalité pour la mobilité humaine) 2013–2017 vise à préserver les droits des personnes en situation de mobilité humaine. Le projet de loi sur la mobilité humaine met en exergue les droits et la sécurité des migrants.
14. La stratégie nationale en matière de changement climatique (2012–2025) définit neuf secteurs prioritaires pour les mesures d'adaptation et cinq autres pour les mesures d'atténuation; il prévoit par ailleurs la mise en place de mécanismes visant à faciliter le dialogue intersectoriel sur l'intégration des questions relatives au changement climatique et l'établissement de priorités en la matière. Le Secrétariat à la gestion des risques dirige le système national décentralisé de gestion des risques, qui comprend les unités de toutes les institutions publiques et privées à l'échelon local, régional et national, spécialisées dans ce domaine. Il a pour but de protéger les individus et les communautés des effets des catastrophes naturelles et d'origine humaine.

Système des Nations Unies et autres partenaires

15. Le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement (PNUAD) 2015–2018 fixe cinq priorités issues du PNBV: i) état de droit et participation; ii) diminution des inégalités, cohésion, inclusion et qualité de vie; iii) éradication de la discrimination et de la violence sexiste, et davantage d'égalité entre les sexes; iv) préservation de l'environnement, résilience et gestion des risques; et v) développement économique durable et équitable.
16. La Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes concentrent également leur action sur la sécurité alimentaire, le développement rural, la nutrition et la réduction des risques de catastrophe.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

17. Présent en Équateur depuis 1964, le PAM a instauré avec le Gouvernement un partenariat stratégique pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des plus vulnérables – femmes, hommes, filles et garçons. Le PAM joue un rôle important dans plusieurs domaines: il vient renforcer l'aide que le Gouvernement apporte aux réfugiés et facilite l'intégration de ceux-ci dans les communautés d'accueil; il contribue à renforcer la résilience face au changement climatique et aux catastrophes naturelles; et il participe au renforcement des capacités à l'échelon national et local. Le PAM prend aussi part aux travaux du Comité interinstitutionnel chargé de l'évaluation de la stratégie d'accélération de la réduction de la malnutrition infantile chronique, avec la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Ministère de l'inclusion économique et sociale, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche, et le Ministère de la santé publique.

¹⁸ Stratégie du PAM en Équateur pour 2012–2016.

18. Les enseignements tirés des consultations et des évaluations¹⁹ ont permis de mettre en lumière les points suivants:
- La coordination est plus efficace lorsque l'action réalisée par le PAM au niveau local est conforme aux directives et priorités nationales et fait appel à la participation intersectorielle des administrations locales, des antennes locales des institutions nationales, et d'autres organismes des Nations Unies et organisations non gouvernementales (ONG) partenaires.
 - Dans les provinces frontalières du nord du pays en proie à l'insécurité, les transferts de type monétaire sont apparus comme une modalité appropriée pour améliorer l'accès à la nourriture, diversifier le régime alimentaire, renforcer la protection des bénéficiaires et diminuer les violences à l'égard des femmes.
 - Les travaux du PAM sur la résilience et l'adaptation au changement climatique, fondés sur la planification communautaire participative, ont eu un impact positif sur la qualité de vie des populations, en ce sens que leur résilience s'est accrue et qu'elles connaissent mieux les effets néfastes du changement climatique. Ils ont également renforcé les capacités des administrations locales, qui ont ainsi pu intégrer leurs données d'expérience dans les plans locaux d'aménagement du territoire.
 - L'approche globale adoptée par le PAM en matière de sécurité alimentaire est sensible aux cultures et aux contextes locaux. Les achats locaux du PAM ont été bénéfiques aux acteurs économiques locaux. Son intervention après le séisme d'avril 2016 a été intégrée au programme gouvernemental de distribution d'une aide monétaire assortie de conditions et visait à relancer l'économie locale.

2.2 Potentialités pour le PAM

19. L'examen stratégique et les consultations ont mis en lumière les possibilités qui s'offrent au PAM pour soutenir les efforts consentis par l'Équateur en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) 2 et 17, à savoir:
- promouvoir un accès équitable des populations déplacées à l'information et aux services – en particulier l'accès aux filets de sécurité, à l'éducation, aux services de santé et à la formation – et faciliter l'analyse de leur vulnérabilité;
 - favoriser l'intégration de résultats et d'interventions touchant la nutrition dans les programmes de protection sociale et de résilience;
 - contribuer à élargir les débouchés des petits agriculteurs en les connectant aux plans d'achats nationaux et locaux et aux programmes de protection sociale;
 - soutenir la capacité d'adaptation des communautés vulnérables en renforçant leurs capacités, en leur faisant mieux connaître les effets du changement climatique et en mettant en œuvre des mesures d'adaptation dans des secteurs prioritaires tels que l'environnement, les ressources hydriques, le suivi climatique et la souveraineté et la sécurité alimentaires, tout en ayant le souci de l'égalité des sexes; et
 - apporter une assistance technique et renforcer les capacités nationales de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et lancer des interventions d'urgence pour apporter une assistance alimentaire et logistique à l'appui de l'action du Gouvernement. Le PAM devrait recourir aux plateformes et aux mécanismes existants comme il l'avait fait pour appuyer l'intervention mise en œuvre après le séisme d'avril 2016, et faire fond sur les relations établies avec le Secrétariat à la gestion des risques.

¹⁹ Intervention prolongée de secours et de redressement 200275; évaluation conjointe du PAM et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; études d'impact menées par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires/FLACSO.

2.3 Réorientations stratégiques

20. Ces dernières années, le PAM a concentré ses activités sur les réfugiés colombiens. Ceux-ci continueront d'avoir besoin d'une aide, mais leur nombre devrait diminuer au cours des prochaines années avec l'instauration du processus de paix en Colombie. D'autres populations vulnérables déplacées suite à des catastrophes naturelles, des migrants rapatriés et des réfugiés d'autres nationalités auront vraisemblablement besoin d'une assistance alimentaire tant qu'ils n'auront pas accès aux programmes du Gouvernement. Le PAM doit préserver sa capacité de soutenir l'action du Gouvernement en faveur des réfugiés et d'autres populations en situation d'insécurité alimentaire, notamment les personnes souffrant de malnutrition chronique ou victimes de chocs de grande ampleur; ces activités seront mises en place à la demande du Gouvernement, sur la base d'un ciblage de la vulnérabilité et conformément aux priorités du Gouvernement. La contribution du PAM dans ce domaine reposera sur une analyse de la vulnérabilité et sera intégrée, dans la mesure du possible, dans les instruments nationaux de protection sociale.
21. Le PAM misera sur le programme de repas scolaires pour renforcer son aide aux organisations de petits producteurs; il contribuera à accroître les revenus des agriculteurs et à améliorer durablement leur productivité en les aidant à participer aux systèmes d'achats nationaux et locaux. Cela constitue un recentrage et un changement d'envergure majeurs: le PAM continuera de faire fond sur les achats destinés aux programmes de repas scolaires pour aider les petits exploitants tout en renforçant les capacités des agriculteurs et en leur offrant un accès plus large et plus durable à des organismes d'achats institutionnels plus importants et à d'autres marchés.
22. En Équateur, l'adaptation au changement climatique doit faire l'objet d'une plus grande attention. Le PAM tirera parti de l'expérience qu'il a acquise avec le Fonds pour l'adaptation et étudiera d'autres possibilités de financement et de programmation pour renforcer la résilience à long terme face au changement climatique en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la stabilité des revenus; cela pourra notamment se faire dans le cadre de vastes plans de gestion des risques tels que l'initiative 4R en faveur de la résilience des communautés rurales.
23. Le PAM a élaboré et mis en œuvre une série de programmes de protection sociale, et plus particulièrement un modèle efficace pour les programmes de repas scolaires, les programmes de transfert de type monétaire à dimension nutritionnelle et les activités liées à la malnutrition chronique. Il se désengagera progressivement de la mise en œuvre des programmes pour favoriser leur prise en charge par les systèmes nationaux et mettre l'accent sur le renforcement des capacités du Gouvernement. Le cas échéant, le PAM mettra au point et appliquera de nouveaux modèles conjointement avec le Gouvernement. Ces travaux s'inscrivent dans une stratégie plus vaste de partage de l'information et d'assistance technique dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

24. Dans le présent plan stratégique de pays (PSP), le PAM se place en position de partenaire de l'action publique et stratégique et appuie les efforts déployés par le Gouvernement pour atteindre les ODD 2 et 17. Il s'emploiera à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes vulnérables prioritaires; pour ce faire, il établira des alliances stratégiques et instaurera des mesures novatrices respectueuses des différences culturelles, qui s'inscriront dans des plans plus vastes de protection sociale et contribueront à la souveraineté alimentaire.
25. Cette réorientation fondamentale du partenariat du PAM avec le Gouvernement prévoit un recentrage sur la production de connaissances et le renforcement des capacités, depuis la coordination à l'échelon national jusqu'à la mise en œuvre au niveau local. Le PAM soutiendra les politiques publiques et les activités jugées prioritaires par le Gouvernement en se fondant sur des données probantes, sur les connaissances et l'assistance technique disponibles, sur des échanges de données d'expérience – notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud – et sur les partenariats en place pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

26. Le PAM envisagera tous les domaines du PSP sous l'angle de la problématique hommes-femmes. Pour renforcer son impact positif sur l'égalité des sexes, il collaborera avec ONU-Femmes en coordination avec le Conseil pour l'égalité des sexes, le Conseil de la magistrature et le Ministère de la justice, des droits humains et des cultes. Toutes les activités et les effets directs se fonderont sur une analyse préalable de la problématique hommes-femmes et sur les besoins, les intérêts, les priorités, les points vulnérables et les capacités des hommes et des femmes.
27. Le présent PSP sera mis en œuvre en accord avec les priorités du Gouvernement, en cohérence avec le PNUAD et en coordination avec les institutions nationales; il contribuera à la réalisation du PNBV et des ODD.
28. Pour faciliter la réalisation des ODD 2 et 17, le PAM a mis au point quatre effets directs stratégiques qui se fondent sur ses Résultats stratégiques concernant l'accès à la nourriture, la productivité des petits exploitants, les systèmes alimentaires durables et le renforcement des capacités. Chaque effet direct stratégique comprend des activités correspondant aux priorités du Gouvernement d'une part et à l'expérience et au savoir-faire du PAM d'autre part. La stratégie quinquennale prévoit un désengagement progressif du PAM de la mise en œuvre directe des programmes au profit du Gouvernement qui prendra graduellement le relais.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: les réfugiés, les personnes déplacées et les populations vulnérables en Équateur sont à même de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base tout au long de l'année

29. L'ANIMHU et la loi sur la mobilité humaine²⁰ concernent les migrants, les réfugiés et les rapatriés. Le PAM agira en collaboration avec le Vice-Ministère de la mobilité humaine pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes déplacées, y compris les migrants, les réfugiés et les rapatriés²¹. Son aide sera axée sur les réfugiés, les rapatriés et les communautés d'accueil vulnérables, et se concentrera plus particulièrement sur les nouveaux arrivants dont les besoins en matière de protection et d'assistance sont plus importants. La majorité des nouveaux réfugiés en provenance de Colombie indiquent que l'assistance qu'ils reçoivent du PAM constitue leur principal apport alimentaire; ceux qui n'en reçoivent pas ont recours à des stratégies de survie préjudiciables; ils comptent sur leurs amis ou leur famille pour se procurer des aliments ou réduisent la fréquence de leurs repas.
30. Les activités du PAM prendront en considération les questions concernant la problématique hommes-femmes et la protection, prévoiront des mesures d'intégration, et seront adaptées aux cultures et aux situations locales. Elles apporteront une réponse globale et viendront compléter les programmes de protection sociale du Gouvernement et les interventions d'autres acteurs, notamment celles d'organismes des Nations Unies tels que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations.
31. Fort de l'expérience acquise lors du séisme d'avril 2016 où il a secondé l'action du Gouvernement, le PAM préservera sa capacité de renforcement des interventions d'urgence du Gouvernement fondées sur la mobilisation de programmes de protection sociale existants.
32. Cet effet direct est conforme à l'objectif 2 du PNBV ("Encourager l'équité, la cohésion, l'inclusion et l'égalité sociales et territoriales, dans le respect de la diversité"), et à sa cible 7 ("Garantir la protection et encourager l'inclusion économique et sociale des personnes en situation de mobilité sociale, ainsi que de leurs différents types de familles").

²⁰ ANIMHU 2013–2017, Ministère des affaires étrangères et de la mobilité humaine, Secrétariat national à la planification et au développement, 2014.

²¹ Tel que définis par l'ANIMHU et la loi sur la mobilité humaine.

Domaines d'action privilégiés

33. Cet effet direct stratégique se rattache aux interventions du PAM visant à préserver la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes en situation de mobilité humaine ou d'extrême vulnérabilité, en appliquant notamment des approches propices au redressement et à la reconstitution des moyens d'existence. Les interventions d'urgence constituent le domaine d'action privilégié.

Produits escomptés

34. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- les populations ciblées reçoivent des transferts de type monétaire et l'information dont elles ont besoin sur l'accès aux programmes de protection sociale;
 - les populations ciblées reçoivent une éducation nutritionnelle;
 - une analyse de la vulnérabilité des populations touchées est réalisée et des données probantes fournies; et
 - les populations ciblées bénéficient d'une assistance technique et d'une formation.

Activités essentielles

35. Activité 1: Accompagner la stratégie de protection sociale du Gouvernement en fournissant des transferts de type monétaire aux populations les plus vulnérables et un appui dans les domaines de l'analyse de la vulnérabilité et de la gestion des connaissances. Pour faire en sorte que les nouveaux réfugiés et autres personnes déplacées aient de quoi se nourrir, le PAM aura recours à des programmes de transferts de type monétaire à dimension nutritionnelle. Les critères de ciblage convenus avec le Gouvernement²² permettront de sélectionner les bénéficiaires en fonction de leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et de leur accès à d'autres programmes de protection sociale. Prenant en compte la problématique hommes-femmes, le PAM concentrera son aide sur les ménages dirigés par une femme comprenant des enfants de moins de 2 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes.
36. Le PAM collaborera avec le Vice-Ministère de la mobilité humaine et d'autres intervenants pour définir le rôle que peut jouer l'assistance alimentaire dans la réintégration sociale et économique des réfugiés, des rapatriés et d'autres migrants. Le PAM créera des espaces de coordination entre le Vice-Ministère de la mobilité humaine et les institutions chargées de mettre en œuvre les programmes de protection sociale afin de garantir l'inclusion des personnes déplacées dans ces programmes. Il encouragera également la participation d'autres entités telles que les administrations locales, les universités et la société civile. À la demande du ministère, il apportera une assistance technique pour évaluer la sécurité alimentaire des réfugiés et des rapatriés, leur situation socio-économique et les possibilités de les intégrer dans les programmes nationaux.
37. L'assistance du PAM aura aussi pour but d'améliorer la consommation alimentaire et de varier le régime alimentaire. En collaboration avec le Ministère coordinateur du développement social²³, le Ministère de l'inclusion économique et sociale et le Ministère de la santé publique, et conformément à la Stratégie d'accélération de la réduction de la malnutrition infantile chronique, l'assistance alimentaire du PAM inclura une dimension nutritionnelle et sera fournie en échange d'une participation à des séances d'éducation nutritionnelle; elle comprendra des aliments frais, sains et nutritifs et sera assortie de conseils en nutrition. Si nécessaire, et selon que de besoin, le PAM apportera également son assistance aux victimes de catastrophes naturelles ou d'autres crises.

²² Y compris la coordination de la mobilité humaine avec le Vice-Ministère de la mobilité humaine et des opérations d'urgence avec le Ministère coordinateur du développement social, le Ministère de l'inclusion économique et sociale et le Secrétariat à la gestion des risques.

²³ Les femmes enceintes et les enfants de moins de 1 an sont ciblés par le projet interinstitutions qui vise à renforcer les systèmes alimentaires locaux et à développer les capacités locales pour améliorer la production, l'accès à des aliments sains, nutritifs et sûrs et la nutrition des familles de la province d'Imbabura.

38. **Activité 2:** Renforcer les stratégies visant à faire la jonction entre les moyens d'existence durables et les activités relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition. S'inspirant des enseignements du modèle de reclassement du HCR²⁴, le PAM accompagnera l'action d'autres intervenants visant à favoriser l'intégration des groupes les plus vulnérables dans les communautés locales pour améliorer leur statut socio-économique et assurer la pérennité de leurs moyens d'existence. Le PAM s'efforcera de trouver des synergies et d'établir des alliances stratégiques pour renforcer les moyens d'existence de tous les bénéficiaires, conformément aux dispositions du PNUAD.

Effet direct stratégique 2: Les petits exploitants des zones ciblées, et notamment les femmes, améliorent durablement leurs revenus et leur productivité d'ici à 2021

39. À la demande du Gouvernement, et en coordination avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche, le PAM viendra en aide aux petits exploitants et renforcera les liens entre consommation alimentaire et production locale, notamment pour les agricultrices. Cet effet direct met à profit le partenariat du PAM et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et tire parti des enseignements et des meilleures pratiques issus des programmes qu'ils ont menés ensemble. Il est conforme à l'objectif 10 du PNBV ("Promouvoir la transformation de la matrice productive") – ainsi qu'à la Stratégie nationale de renforcement de la production rurale et de l'agriculture familiale – et à sa cible 4 ("Promouvoir la production et la productivité de manière durable, encourager l'inclusion et redistribuer les ressources et les facteurs de production dans les secteurs de l'agriculture, de l'aquaculture et de la pêche").

Domaines d'action privilégiés

40. Cet effet direct stratégique s'attaque aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité dont sont victimes les petits exploitants, et vise en particulier leur faible productivité et leur manque de moyens d'existence. Il a pour objectif de préserver la sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants tout en renforçant les capacités des institutions pour qu'elles puissent faire face aux besoins de ce groupe cible. Les causes profondes constituent le domaine d'action privilégié.

Produits escomptés

41. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- les agriculteurs ciblés reçoivent une formation et un appui technique en complément de l'appui fourni par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche, la FAO et d'autres;
 - les agriculteurs ciblés bénéficient de l'assistance du PAM en participant aux mécanismes nationaux et commerciaux et en ayant accès aux marchés; et
 - les écoles et les enfants ciblés reçoivent une nourriture variée et des repas nutritionnellement équilibrés.

Activités essentielles

42. **Activité 3:** Favoriser et accroître la participation des organisations de petits exploitants aux systèmes commerciaux nationaux et locaux et aux marchés institutionnels. L'Équateur a pour objectif de recourir davantage à l'économie locale et aux mécanismes d'achats locaux pour approvisionner les programmes de protection sociale, tels que le programme national de collations scolaires qui concerne 2,8 millions d'enfants. En collaboration avec le Gouvernement, le PAM affinera le modèle décentralisé qu'il a mis en place en vue de connecter les petits agriculteurs aux programmes de repas scolaires ayant une dimension nutritionnelle afin qu'ils leur procurent des aliments frais et nutritifs. Le modèle assure la fourniture de repas scolaires aux enfants tout en ouvrant des débouchés commerciaux supplémentaires aux petits exploitants. Ces activités cadreront avec les programmes du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche, et seront réalisées en coordination avec le Ministère de l'éducation

²⁴ Le modèle de reclassement repose sur le ciblage, l'appui à la consommation, l'épargne, la formation et des services de conseil réguliers, et les transferts d'avoirs.

et les programmes d'achats locaux pour garantir la qualité, la ponctualité et la pertinence de l'approvisionnement alimentaire.

43. Le PAM fournira également une assistance pour renforcer les réseaux commerciaux des organisations de petits agriculteurs et leur ouvrir l'accès à d'autres marchés tels que les écoles maternelles et les hôpitaux. Cette activité est axée sur l'appui aux petits exploitants et mise sur les partenariats stratégiques avec le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche et avec les autres organismes ayant leur siège à Rome. Les élèves ayant droit aux repas scolaires du PAM seront également des bénéficiaires de cette activité jusqu'à ce qu'elle soit reprise par le Gouvernement dans le cadre de l'action menée au titre de l'effet direct stratégique 4.
44. **Activité 4: Renforcer la capacité des organisations d'agriculteurs.** L'assistance technique sera axée sur la logistique de l'approvisionnement en aliments frais et nutritifs et comprendra également des séances d'éducation nutritionnelle et une formation en commercialisation pour les organisations de petits agriculteurs. Étant donné que les petites agricultrices – et plus particulièrement les femmes autochtones – se heurtent à davantage de difficultés que les hommes pour vendre leurs produits, le PAM leur dispensera une formation professionnelle et renforcera leurs capacités pour favoriser leur accès aux responsabilités et leur émancipation économique. Le PAM aidera en priorité les organisations de petits exploitants comptant une majorité de femmes ou au sein desquelles les femmes occupent des postes de responsabilité.

Effet direct stratégique 3: La capacité d'adaptation au changement climatique des communautés et des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones très sensibles au changement climatique ainsi que celle des institutions gouvernementales est renforcée d'ici à 2021

45. Dans le cadre de cet effet direct stratégique, le PAM appuiera l'action menée par le Gouvernement pour mettre en œuvre la Stratégie nationale relative au changement climatique et le Programme de gestion des risques, en se concentrant sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables. Cet effet direct s'inscrit dans le cadre de la priorité 4 du Cadre d'action de Sendai²⁵: "renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour 'mieux reconstruire' durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction". Il est aussi conforme à l'objectif 7 du PNBV ("Garantir les droits de la nature et promouvoir la préservation de l'environnement globalement"), et à sa cible 10 ("Mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique pour réduire la vulnérabilité économique et écologique, en mettant l'accent sur les groupes prioritaires").

Domaines d'action privilégiés

46. Cet effet direct stratégique a pour objectif de renforcer les capacités des personnes vulnérables et des institutions nationales et locales afin qu'elles puissent faire face et s'adapter aux méfaits du changement climatique, suscitant à terme une résilience accrue des individus et des communautés face aux chocs liés au climat. Le renforcement de la résilience constitue le domaine d'action privilégié.

Produits escomptés

47. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - les communautés locales – en particulier les populations d'origine africaine et autochtones – et les institutions bénéficient d'une assistance technique pour améliorer leurs capacités de réduction des risques climatiques et leurs connaissances en la matière;
 - des mesures d'adaptation sont mises en œuvre pour faire face aux menaces climatiques et à l'insécurité alimentaire; et
 - les dispositifs nationaux et locaux de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise bénéficient d'un appui technique destiné à améliorer leur efficacité.

²⁵ Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, 2015–2030.

Activités essentielles

48. **Activité 5:** Renforcer ou développer l'état de préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise ainsi que les systèmes d'alerte rapide. Le PAM collaborera avec le Gouvernement pour renforcer les systèmes d'information et d'alerte rapide dans les domaines de la préparation aux situations d'urgence, des interventions en cas de crise et de l'adaptation au changement climatique. Le PAM sera chargé de: i) renforcer les capacités des institutions nationales pour évaluer l'impact des situations d'urgence, des catastrophes et du changement climatique sur l'insécurité alimentaire et la nutrition des populations touchées; pour ce faire il organisera des ateliers de formation consacrés aux méthodes d'évaluation; ii) dispenser une formation concernant la gestion des chaînes d'approvisionnement d'urgence; iii) faire campagne pour que les questions de sécurité alimentaire et de nutrition soient prises en compte dans les dispositifs de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise; et iv) encourager la mise au point de plans de secours communautaires. Le PAM participera également à la conception d'études cartographiques de la vulnérabilité portant sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la vulnérabilité économique, sociale et environnementale, conformément aux priorités gouvernementales. Dans le cadre de cette activité, réalisée en collaboration avec le Ministère de l'environnement, le PAM ciblera les entités nationales et communautaires et veillera à ce que les femmes participent autant que les hommes.
49. **Activité 6:** Renforcer la mise en œuvre de mesures d'adaptation et de résilience. Cette activité renforcera la capacité des organismes publics et privés et des individus de déterminer les risques et de planifier des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Le PAM privilégiera les processus participatifs décentralisés et appliquera l'approche à trois niveaux pour analyser, définir et planifier les mesures d'adaptation, d'atténuation et de prévention nécessaires pour faire face aux conséquences des catastrophes.
50. Le PAM et le Ministère de l'environnement élaboreront et mettront en œuvre des propositions conjointes concernant: i) l'adaptation au changement climatique, notamment pour ce qui a trait à la sécurité alimentaire et à la nutrition; et ii) la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les domaines prioritaires du Ministère de l'environnement – ressources hydriques, écosystèmes, autonomisation des citoyens et participation de ceux-ci à l'agriculture. Le PAM fournira une assistance technique pour faciliter la formulation de stratégies d'adaptation au changement climatique et plaidera pour que les questions relatives au changement climatique soient incluses dans les politiques et les budgets locaux. Avec le Ministère de l'environnement, il déterminera les partenariats à établir avec d'autres intervenants comme les organismes gouvernementaux, les ONG et les organismes des Nations Unies.

Effet direct stratégique 4: Les institutions nationales et les programmes en Équateur, notamment les programmes de protection sociale, reçoivent une aide pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici à 2021

51. Fort de l'engagement qu'il a pris de produire des données probantes et d'appuyer les capacités nationales, le PAM collaborera avec le Gouvernement pour faciliter la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la malnutrition et de programmes de protection sociale conformes aux priorités sectorielles. Il produira des données probantes pour éclairer la prise de décisions, guider les politiques publiques et améliorer la conception et la mise en œuvre de stratégies relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Cet effet direct est conforme à l'objectif 3 du PNBV ("Améliorer la qualité de vie de la population") et à sa cible 6 ("Promouvoir, dans le public et dans la société, l'habitude de consommer des aliments nutritifs et sains pour que chaque individu puisse connaître un développement physique, émotionnel et intellectuel en rapport avec son âge et sa condition physique"). Il s'agit du principal objectif du PNBV qui vise à éradiquer la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 2 ans et à renverser la tendance à l'obésité et au surpoids chez les enfants de 5 à 11 ans. Le Ministère coordinateur du développement social dirige l'action menée contre la malnutrition dans le cadre de la Stratégie d'accélération de la réduction de la malnutrition chronique.

Domaines d'action privilégiés

52. Cet effet direct stratégique a pour objet d'améliorer les capacités nationales en vue de remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le cadre de programmes de protection sociale renforcés. Les causes profondes constituent ici le domaine d'action privilégié.

Produits escomptés

53. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- les autorités nationales responsables de la sécurité alimentaire et de la nutrition reçoivent une assistance technique pour améliorer la conception, la mise en œuvre et la gestion des programmes nationaux et locaux de sécurité alimentaire et de nutrition; et
 - les cadres d'action ainsi que la conception et la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition prennent en compte les meilleures pratiques et les données d'expérience, en particulier celles acquises dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Activités essentielles

54. *Activité 7*: Assurer une assistance technique et mener des travaux de recherche et des évaluations pour améliorer l'exécution des programmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Cette activité vise à promouvoir une alimentation variée au moyen de programmes nationaux efficaces. Le PAM appuiera les programmes axés sur l'éducation nutritionnelle, concentrera son aide sur les enfants d'âge scolaire vivant dans les zones déclarées prioritaires par le Gouvernement et mettra l'accent sur les 1 000 premiers jours après la conception; il collaborera avec le Ministère coordinateur du développement social mais aussi avec le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'inclusion économique et sociale, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche et le Ministère de la santé publique. L'éducation nutritionnelle portera sur la sécurité alimentaire et la nutrition, les habitudes alimentaires saines, les bonnes pratiques d'hygiène, la prévention de la violence sexiste, la protection, la préparation des menus à partir de produits achetés localement et l'allaitement.
55. Le programme de repas scolaires qui prévoit l'achat de produits alimentaires auprès des petits agriculteurs – mis en œuvre dans le cadre des activités de l'effet direct stratégique 2 – servira de base au PAM pour faire campagne en faveur des politiques des pouvoirs publics et fournir une assistance technique visant à faciliter la conception des programmes avant leur prise en charge par le Gouvernement. Alors que l'effet direct stratégique 2 met l'accent sur l'appui aux petits exploitants participant au programme de repas scolaires, l'effet direct stratégique 4 se concentre sur le renforcement des capacités des institutions et des individus. En outre, un volet de conseil en nutrition infantile sera mis au point et intégré aux programmes sociaux²⁶, et sera utilisé dans les écoles ciblées, rurales et autres. Le volet de conseil en nutrition sera lié aux objectifs des stratégies gouvernementales en matière de nutrition infantile et prévoit la formation tant des agents du Gouvernement que des bénéficiaires ciblés par le programme.
56. Avec le Ministère coordinateur du développement social et d'autres ministères, le PAM prêtera une assistance technique afin de renforcer les stratégies de prévention et de lutte contre les carences en micronutriments, le cadre normatif relatif aux bonnes habitudes alimentaires et d'autres stratégies gouvernementales visant à promouvoir une alimentation saine. Par l'intermédiaire du Ministère coordinateur du développement social, l'activité mettra l'accent sur l'approvisionnement en eau sans risque pour la santé et l'assainissement, et créera un espace de dialogue et de collaboration entre les administrations locales et les institutions nationales.
57. Aux côtés du Gouvernement, le PAM contribuera au développement et à l'amélioration du suivi et de l'évaluation de la nutrition infantile dans le cadre de différents programmes: Grandir avec nos enfants²⁷, Centres de puériculture du Bien-Vivre²⁸, programmes d'alimentation scolaire et

²⁶ Par exemple, les centres de surveillance communautaires, les centres de puériculture du Bien-Vivre, le programme Grandir avec nos enfants, le programme d'alimentation scolaire et l'ONG Shoulder to Shoulder.

²⁷ *Creciendo con Nuestros Hijos*.

²⁸ *Centros Integrales del Bien Vivir*.

autres. Le contrôle de la qualité des produits livrés, le choix de la modalité d'assistance et l'élaboration de menus adaptés aux objectifs nutritionnels et aux situations locales feront l'objet d'une attention particulière.

58. **Activité 8:** Assurer la gestion des connaissances et mettre en commun les meilleures pratiques et les études, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Le PAM aidera les institutions gouvernementales à: i) réaliser des études d'impact et des analyses du rapport coût-efficacité des interventions de lutte contre la malnutrition; et ii) inclure systématiquement dans la programmation les données d'expérience et les enseignements acquis. Le PAM aidera également les institutions nationales à diffuser largement les résultats des études pour améliorer la compréhension de la malnutrition; à échanger des données d'expérience; à collaborer dans le cadre de la coopération Sud-Sud; et à organiser des voyages d'étude conformes aux stratégies nationales sur divers sujets: modification du modèle productif, préparation aux situations d'urgence, promotion de l'égalité et réduction de la pauvreté, souveraineté et sécurité alimentaires, et accélération de la réduction de la malnutrition.

3.3 Transition et stratégies de retrait

59. Le PAM intégrera des dispositifs de viabilité à long terme dans tous ses plans d'activités, en particulier des stratégies de retrait qui seront mises au point avec les ministères, les administrations décentralisées et les communautés. Les partenariats avec les administrations décentralisées et le partage des coûts et des responsabilités sont des gages importants de viabilité et figurent dans les stratégies de transfert de responsabilités du PAM. Les accords annuels de plan d'action qui définissent les termes des partenariats entre le PAM et les institutions gouvernementales comporteront des dispositions de complémentarité budgétaire avec les ministères.
60. Plus les réfugiés auront accès aux services sociaux et à l'emploi, et plus leur intégration dans la société équatorienne sera durable. Coupler l'aide d'urgence à des mesures de redressement permettra d'améliorer l'autonomie des réfugiés colombiens et d'autres groupes vulnérables. En collaboration étroite avec d'autres organismes et les ministères concernés, le PAM intégrera dans les cadres d'action locaux ses activités d'aide aux communautés, aux organisations de petits exploitants et aux marchés locaux.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activité	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total
1	1: Fournir des transferts de type monétaire aux populations les plus vulnérables	73 511	65 189	138 700
2	3: Favoriser et accroître la participation des organisations de petits exploitants aux systèmes commerciaux nationaux et locaux et aux marchés	19 743	17 507	37 250
TOTAL		93 254	82 696	175 950

61. Au cours des cinq années que durera le PSP, le PAM ciblera trois groupes de bénéficiaires dans le cadre de l'activité 1: 36 600 demandeurs d'asile récemment arrivés, 77 100 migrants vulnérables et un groupe vulnérable de 25 000 femmes enceintes et mères allaitantes et d'enfants de moins de 2 ans. Ces chiffres se fondent sur des estimations récentes et ont été agréés par les autorités concernées. Au titre de l'activité 3, le PAM ciblera 19 743 filles et 17 507 garçons pendant trois ans dans le cadre du programme de repas scolaires; la première année, le nombre

d'enfants ciblés sera de 15 000, comme convenu avec le Gouvernement. L'intégralité des responsabilités du programme de repas scolaires sera transférée au Gouvernement en 2019.

62. L'Équateur continuera d'exploiter la base de données utilisée actuellement par le PAM pour ses activités de ciblage et de suivi, laquelle a fait la preuve de son efficacité et permet d'effectuer toute une série d'analyses. Dans le cadre de ses quatre effets directs stratégiques, le PAM soutiendra et renforcera en la complétant l'action des institutions gouvernementales et de leur personnel aux niveaux central et local.

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (en dollar/personne/jour)				
	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2
	Activité 1			Activité 3
Groupe de bénéficiaires	Réfugiés	Migrants vulnérables	Personnes vulnérables sur le plan nutritionnel	Enfants d'âge scolaire
Modalité	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Total kcal/jour	882	441	441	335
Montant total (en dollar/personne/jour)	0,83	0,42	0,42	0,30
Nombre de jours d'alimentation	180	180	365	200

TABLE 3: VALEUR TOTALE DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE	
Effet direct stratégique	Valeur (en dollars)
1	15 074 583
2	2 235 000
TOTAL	17 309 583

63. Le PAM consolidera et intensifiera les interventions à dimension nutritionnelle qui auront donné de bons résultats; pour ce faire, il prendra en considération la situation de la sécurité alimentaire, la variété de l'alimentation, les besoins en matière de protection, les priorités des administrations locales et les capacités de ses partenaires. Sa stratégie s'inspire des enseignements tirés d'un projet de transferts de type monétaire réalisé avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et de la distribution de bons durant l'intervention prolongée de secours et de redressement 200701. Ces expériences ont toutes deux montré que les bons contribuent effectivement à améliorer la sécurité alimentaire et à diversifier l'alimentation. Les transferts de type monétaire ont également eu un impact positif en matière de protection et ont contribué à atténuer les violences sexuelles et sexistes, en particulier dans les projets communautaires où le fait de travailler ensemble a contribué à faire naître la confiance et à trouver une cohésion.
64. L'usage d'une plateforme électronique de suivi des transferts de type monétaire a permis au PAM de gagner en transparence et de minimiser les risques. Aussi, pour améliorer la sécurité alimentaire et la diversité de l'alimentation, le PAM aura-t-il recours en priorité à des transferts de type monétaire assortis de conditions: ainsi, pour tous les bénéficiaires, les transferts se feront

- en échange de leur participation à au moins une séance de formation par mois sur les thèmes de la nutrition, de la violence sexuelle et sexiste et des moyens d'existence.
65. Le choix de la modalité de transfert dépendra du contexte et des évaluations. Le PAM continuera d'évaluer la pertinence et l'impact des transferts de type monétaire. Dans la mesure du possible, il se servira des plateformes et modalités gouvernementales existantes, notamment au sein du Ministère coordinateur du développement social et du Ministère de l'inclusion économique et sociale, comme il l'avait fait dans le cadre de l'opération mise en œuvre après le séisme d'avril 2016.
 66. La valeur de l'aide fournie aux nouveaux arrivants demandeurs d'asile (groupe 1) s'élève à 25 dollars par personne et par mois, soit l'équivalent d'au moins 42 pour cent de l'apport énergétique journalier de 2 100 kilocalories. L'aide est calculée de manière à compléter le revenu moyen des bénéficiaires et à leur permettre de consommer 2 100 kilocalories par jour, sur la base de l'équivalent dollar. En Équateur, les familles se composent en moyenne de quatre personnes. L'inflation devrait suivre la tendance passée, mais le PAM surveillera la situation économique et ajustera la valeur des transferts de type monétaire si nécessaire. La valeur des transferts destinés aux migrants vulnérables – groupe 2, personnes nécessitant une protection internationale, rapatriés et personnes déplacées – et aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel (groupe 3) est calculée sur la base des transferts opérés par les programmes nationaux de filets de sécurité. À terme, le PAM vise à intégrer ces groupes de bénéficiaires dans les programmes nationaux de filets de sécurité.
 67. L'activité 3 consiste à fournir des repas scolaires aux enfants, mais son objectif premier est de stimuler la demande pour les produits des petits agriculteurs en connectant les écoles aux associations de petits exploitants. Les repas scolaires couvrent le tiers des besoins caloriques journaliers des enfants pendant 200 jours d'école. En fonction du contexte, les fonds nécessaires seront mis à disposition sous forme de transferts de type monétaire aux administrations locales ou directement aux producteurs. Les denrées achetées sont des céréales, des produits riches en protéines, des fruits, des légumes et d'autres aliments nutritifs produits localement. Compte tenu de l'expérience passée, le coût a été évalué à 0,40 dollar par écolier et par jour. Ce coût sera couvert par le PAM à hauteur de 0,30 dollar, et dans la mesure du possible, les administrations décentralisées verseront les 0,10 dollar restants. Cette activité vise donc deux groupes de bénéficiaires: les écoliers qui reçoivent les repas et les petits exploitants qui fournissent les produits. Des nutritionnistes et des associations de parents d'élèves participeront à la planification des menus. L'activité 4 prévoit également la fourniture d'une assistance technique aux associations de petits exploitants.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

68. Suite aux échanges qui ont eu lieu avec les ministères partenaires et à une demande accrue d'assistance technique et de transferts de connaissances, le PAM envisage dans son PSP de mettre progressivement l'accent sur le renforcement des capacités au détriment des transferts de vivres et des transferts de type monétaire dans tous les domaines ressortissant aux effets directs stratégiques. Donnant suite à l'une des recommandations importantes de l'examen stratégique qui préconisait une intensification du renforcement des capacités et de la collecte de données factuelles, le PAM a intégré cet aspect à tous les effets directs stratégiques du PSP, le 3 et le 4 se concentrant spécifiquement sur ce domaine.
69. Les activités de renforcement des capacités visent à aider le Vice-Ministère de la mobilité humaine à faire usage de l'analyse de l'économie des ménages pour affiner le profil de la vulnérabilité et améliorer l'assistance humanitaire et la viabilité des moyens d'existence. Cette analyse sera appliquée aux zones où le PAM a recours aux transferts de type monétaire. En collaboration avec d'autres ministères et d'autres institutions, le PAM renforcera les capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et d'élaboration de politiques; pour ce faire, il procédera à une mise en commun des connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Cela va dans le sens du Gouvernement qui souhaite poursuivre la collaboration tant dans le domaine de la préparation aux catastrophes, et plus particulièrement aux éruptions volcaniques, que dans ceux du transfert de technologies et de la coopération Sud-Sud. Un niveau de référence sera défini pour les activités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de

crise; divers scénarios de risques ainsi qu'un exercice de simulation seront mis au point et exécutés dans les zones ciblées.

70. Dans le cadre du partage des connaissances et de la coopération Sud-Sud, une étude sera réalisée pour évaluer le coût d'un régime alimentaire sain et des ateliers seront organisés pour mettre en commun les connaissances acquises et formuler des politiques.

4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

71. La mise en œuvre du PSP exige de revoir la structure du bureau de pays et le profil de son personnel. Un examen a été réalisé en 2016 pour optimiser le rayonnement géographique du PAM et accroître les moyens dont il dispose pour fournir l'assistance technique requise et procéder au développement des capacités. Compte tenu du rythme auquel se développe l'Équateur, le PAM devra faire preuve de flexibilité pour répondre aux besoins du Gouvernement. Cela exigera du Siège et du Bureau régional savoir-faire et expérience.

4.4 Partenariats

72. Le principal partenaire du PAM au sein du Gouvernement est le Secrétariat technique à la coopération internationale, qui a été intégré au Ministère des affaires étrangères en octobre 2016. La coordination nationale se fera au niveau des ministères tandis qu'au niveau local, elle mobilisera les délégations régionales de ces ministères et les administrations décentralisées. Pour assurer une bonne gestion et une mise en œuvre appropriée du PSP, un comité de gestion national sera établi qui comprendra – à titre d'exemple – des représentants du Secrétariat technique à la coopération internationale, du Ministère coordinateur du développement social, du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche et du Ministère coordinateur des secteurs stratégiques, ainsi que du PAM. Ce comité se réunira au moins deux fois par an et veillera à la réalisation des objectifs du PSP.
73. Pour chacun des effets directs stratégiques, le PAM mettra au point un plan d'opérations annuel avec le principal partenaire gouvernemental désigné. Ces plans définiront les activités et les engagements de chacun des partenaires et aligneront les activités et les effets directs du PAM sur le nouveau Plan de développement national pour 2018-2021, moyennant quelques ajustements si nécessaire. Les plans locaux seront élaborés à partir des plans d'opérations annuels signés avec les entités nationales, garantissant ainsi une bonne coordination entre les échelons nationaux et locaux.
74. Le PAM sera responsable d'assurer la communication avec toutes les institutions gouvernementales concernées, les administrations décentralisées, les organismes des Nations Unies, les ONG, les instituts de recherche et les acteurs de la société civile.
75. Outre les partenaires associés à chaque effet direct stratégique, le PAM collaborera avec l'Hebrew Immigrant Aid Society et les Catholic Relief Services dans le domaine de la mobilité, ainsi qu'avec les organismes de coopération technique des donateurs. Il instituera des mécanismes spéciaux de coordination avec ONU-Femmes pour les questions relatives à l'égalité des sexes, et avec l'UNICEF et le HCR pour les problèmes de protection. Le PAM continuera de collaborer avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et le Ministère de l'agriculture pour améliorer la capacité productive; à cet égard, en collaboration avec la FAO, l'OMS et l'UNICEF, le PAM a récemment mis en œuvre un projet interinstitutions visant à renforcer les systèmes alimentaires et les capacités au niveau local pour améliorer la production d'aliments sains et nutritifs et faciliter l'accès à ces produits dans la province d'Imbabura. Le PAM consolidera ses partenariats avec l'UNICEF et l'OMS pour renforcer les synergies dans le domaine de la lutte contre la malnutrition chronique.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1. Modalités de suivi et d'évaluation

76. Avec ses partenaires, le PAM instaurera des mécanismes de suivi pour chacun des effets directs stratégiques afin que la mise en œuvre des activités soit efficace et conforme aux plans d'opérations annuels nationaux et locaux. Il réalisera une évaluation du portefeuille de pays durant la quatrième année du PSP; une évaluation décentralisée est prévue pour 2017 afin de mesurer les progrès réalisés dans l'accomplissement de trois des quatre effets directs stratégiques.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels et programmatiques

77. Les risques les plus importants sont liés à l'incertitude qui pèse sur le processus de paix en Colombie, et partant, sur la mobilité en Équateur. On ignore encore si les afflux de réfugiés vont se stabiliser, diminuer ou augmenter. Par ailleurs, la situation au Venezuela pourrait provoquer un autre afflux de réfugiés. Pour atténuer ces risques, le PAM, en collaboration avec ses partenaires gouvernementaux, préservera sa flexibilité et sa capacité de faire face à une augmentation soudaine du nombre de réfugiés.
78. À l'issue des élections présidentielle et législatives qui auront lieu en février 2017, le PAM pourrait avoir à ajuster ses modalités de collaboration avec le Gouvernement aux niveaux central et local.
79. Pour obtenir les effets directs stratégiques qu'il s'est fixés, le PAM aura besoin d'un appui durable des donateurs. Sa stratégie de mobilisation des ressources consistera à élargir sa base de financement, à accroître la participation des administrations locales et à prendre part à des propositions conjointes des Nations Unies.

Risques institutionnels

80. Un rapport de 2016 du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) indique que sur le plan de la sécurité, la situation en Équateur est généralement calme. Les principaux problèmes sont liés au crime organisé qui a investi tout le pays – trafics d'armes et de drogue, traite d'êtres humains et contrebande. Des groupes illégaux et des gangs, dont certains sont impliqués dans le conflit en Colombie, dans divers trafics et dans le blanchiment d'argent sale, ont infiltré les provinces du Nord, notamment celle d'Esmeraldas sur la côte nord-ouest, ainsi que les principales villes et ports du pays.
81. Le PAM collabore avec l'UNDSS et le HCR pour assurer la sûreté du personnel et veiller au respect des normes minimales de sécurité opérationnelle et à l'application stricte des protocoles de sécurité. L'UNDSS a classé les régions situées le long de la frontière avec la Colombie au niveau 3 du système de niveaux d'insécurité des Nations Unies, le reste du pays étant classé au niveau 2.
82. L'Équateur et la Colombie échangent des renseignements en matière de sécurité et coopèrent dans les domaines politique, social, économique et militaire.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 5: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Effet direct stratégique 1	5 234 215	4 820 394	4 853 949	5 097 715	5 006 141	25 012 414
Effet direct stratégique 2	1 383 219	1 255 545	1 106 982	172 592	169 818	4 088 156
Effet direct stratégique 3	1 677 878	1 695 794	2 313 210	2 323 627	989 639	9 000 148
Effet direct stratégique 4	643 795	765 812	888 477	553 926	645 125	3 497 135
TOTAL	8 939 107	8 537 545	9 162 618	8 147 860	6 810 723	41 597 853

83. L'effet direct stratégique 1 représente le gros du portefeuille de pays tant sur le plan du nombre de bénéficiaires, que sur celui de la durée et du montant de l'assistance. S'agissant de l'effet direct stratégique 2, il est prévu que le PAM se désengage progressivement en 2019 du programme de repas scolaires, dont la responsabilité sera entièrement confiée au Gouvernement. L'augmentation du budget de l'effet direct stratégique 3 pour la troisième et la quatrième année est due aux procédures d'achat et au calendrier de mise en œuvre.

6.2 Perspectives de financement

84. Les prévisions du PSP prennent en compte l'appui que le bureau de pays reçoit depuis longtemps du Gouvernement et des donateurs. Les huit activités du PSP se répartissent entre ses quatre effets directs stratégiques. Le budget quinquennal se monte à 41,5 millions de dollars, soit 8,8 millions de dollars par an en moyenne durant les trois premières années, suivi d'une diminution progressive les deux années suivantes, avec 8,1 millions de dollars la quatrième année et 6,8 millions de dollars la cinquième. D'après les perspectives actuelles, le PSP global devrait être financé à hauteur de 81 pour cent, dont 86 pour cent en 2017 et 71 pour cent en 2018.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

85. Une stratégie de mobilisation des ressources a été mise au point pour financer la mise en œuvre du PSP et du budget de portefeuille de pays. Le Bureau du PAM en Équateur a été l'un des premiers à recevoir des ressources du Fonds pour l'adaptation et les activités qu'il a menées jusqu'à présent devraient permettre d'obtenir un appui continu du Fonds ainsi que de nouvelles sources de financement telles que le Fonds vert pour le climat et d'autres fonds d'envergure mondiale. Outre la participation du Gouvernement et des donateurs, le Bureau du PAM en Équateur reçoit en moyenne chaque année 1 million de dollars du secteur privé, et il s'emploiera à déterminer comment encourager ce partenariat, étant donné que le secteur privé peut apporter un appui complémentaire au PSP sous la forme d'un soutien monétaire, de compétences spécialisées et d'activités de sensibilisation.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)

Texte librement rédigé par le bureau de pays

Éléments du Plan stratégique

Catégories et indicateurs du
Cadre de résultats institutionnels

Pays: Équateur

Date de démarrage du PSP: 01/04/2017 Date d'achèvement du PSP: 31/12/2021

CADRE LOGIQUE

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**Objectif stratégique 1:** Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**Résultat stratégique 1:** Chacun a accès à la nourriture**Cibles nationales des ODD et indicateurs** Objectif 2 (PNBV): encourager l'équité, la cohésion, l'inclusion et l'égalité sociales et territoriales, dans le respect de la diversité. Cible 2.7**Priorités du PNUAD** Résultat 2**Effet direct stratégique 1** Les réfugiés, les personnes déplacées et les populations vulnérables en Équateur sont à même de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base tout au long de l'année*Dimension nutritionnelle***Catégorie d'effet direct correspondante:**

- 1.1 Maintien/amélioration de l'accès des ménages à une alimentation suffisante
- Indicateurs d'effet direct*
- 1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille
- 1.1.2 Indice des stratégies de survie
- 1.1.5 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes
- 1.1.6 Score de consommation alimentaire – nutrition

Produit 1.1 Les populations ciblées reçoivent des transferts de type monétaire et l'information dont elles ont besoin sur l'accès aux programmes de protection sociale (ODD 1)**Catégorie de produit correspondante:**

- A1. Ressources non assorties de conditions transférées
- A2. Ressources assorties de conditions transférées

CADRE LOGIQUE

Produit 1.2 Les populations ciblées reçoivent une éducation nutritionnelle	Catégorie de produit correspondante: E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées
Produit 1.3 Les populations ciblées bénéficient d'une assistance technique et d'une formation	Catégorie de produit correspondante: C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 1.4 Une analyse de la vulnérabilité des populations touchées est réalisée et des données probantes fournies	Catégorie de produit correspondante: C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Activité 1 <i>Accompagner la stratégie de protection sociale du Gouvernement en fournissant des transferts de type monétaire aux populations les plus vulnérables et un appui dans les domaines de l'analyse de la vulnérabilité et de la gestion des connaissances</i>	Catégorie d'activité correspondante: 1. Transferts inconditionnels de ressources pour favoriser l'accès à l'alimentation
Activité 2 <i>Renforcer les stratégies visant à faire la jonction entre les moyens d'existence durables et les activités relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition</i>	Catégorie d'activité correspondante: 8. Renforcement des capacités individuelles
But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>	
Objectif stratégique 3: <i>Assurer la sécurité alimentaire</i>	
Résultat stratégique 3: <i>La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs <i>Objectif 10 (PNBV) Promouvoir la transformation de la matrice productive. Cible 10.4</i>	
Priorités du PNUAD <i>Résultat 5</i>	
Effet direct stratégique 2 Les petits exploitants des zones ciblées, et notamment les femmes, améliorent durablement leurs revenus et leur productivité d'ici à 2021. <i>Dimension nutritionnelle</i>	Catégorie d'effet direct correspondante 3.1 Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants <i>Indicateurs d'effet direct</i> 3.1.1 Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM 3.1.4 Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant et du type de programme 3.1.10 Score de consommation alimentaire – nutrition 3.1.12 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

CADRE LOGIQUE

Produit 2.1 Les agriculteurs ciblés reçoivent une formation et un appui technique en complément de l'appui fourni par d'autres	<i>Catégorie de produit correspondante</i> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 2.2 Les agriculteurs ciblés bénéficient de l'assistance du PAM en participant aux mécanismes nationaux et commerciaux et en ayant accès aux marchés	<i>Catégorie de produit correspondante</i> F. Achats effectués auprès de petits exploitants
Produit 2.3 Les écoles et les enfants ciblés reçoivent une nourriture variée et des repas nutritionnellement équilibrés	<i>Catégorie de produit correspondante</i> A.2 Ressources assorties de conditions transférées
Activité 3 Favoriser et accroître la participation des organisations de petits exploitants aux systèmes commerciaux nationaux et locaux et aux marchés institutionnels	<i>Catégorie d'activité correspondante</i> 7. Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants
Activité 4 Renforcer la capacité des organisations d'agriculteurs	<i>Catégorie d'activité correspondante</i> 7. Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants
But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro	
Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire	
Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables	
Cibles nationales des ODD et indicateurs Objectif 7 (PNBV) Garantir les droits de la nature et promouvoir la préservation de l'environnement globalement. Cible 7.10	
Priorité du PNUAD Résultat 4	
Effet direct stratégique 3 La capacité d'adaptation au changement climatique des communautés et des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones très sensibles au changement climatique ainsi que celle des institutions gouvernementales est renforcée d'ici à 2021 <i>Dimension nutritionnelle</i>	<i>Catégorie d'effet direct correspondante</i> 4.1 Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres <i>Indicateurs d'effet direct</i> 4.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille 4.1.2 Indice des stratégies de survie 4.1.4 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence 4.1.6 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement 4.1.6 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes 4.1.7 Score de consommation alimentaire – nutrition 4.3.2 Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

CADRE LOGIQUE

Produit 3.1 Les communautés locales – en particulier les populations d'origine africaine et autochtones – et les institutions bénéficient d'une assistance technique pour améliorer leurs capacités de réduction des risques climatiques et leurs connaissances en la matière (ODD 13)	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 3.2 Des mesures d'adaptation sont mises en œuvre pour faire face aux menaces climatiques et à l'insécurité alimentaire	Catégorie de produit correspondante D. Actifs créés
Produit 3.3 Les dispositifs nationaux et locaux de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise bénéficient d'un appui technique destiné à améliorer leur efficacité	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Activité 5 Renforcer ou développer l'état de préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise ainsi que les systèmes d'alerte rapide (ODD 1)	Catégorie d'activité correspondante Adaptation au changement climatique et gestion des risques
Activité 6 Renforcer la mise en œuvre de mesures d'adaptation et de résilience	Catégorie d'activité correspondante Adaptation au changement climatique et gestion des risques
But stratégique 2: <i>Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD</i>	
Objectif stratégique 4: <i>Appuyer la mise en œuvre des ODD</i>	
Résultat stratégique 5: <i>Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs <i>Objectif 3 (PNBV) Améliorer la qualité de vie de la population. Cibles 3.6 et 3.11</i>	
Priorités du PNUAD <i>Résultat 2</i>	
Effet direct stratégique 4 Les institutions nationales et les programmes en Équateur, notamment les programmes de protection sociale, reçoivent une aide pour réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'ici à 2021	Catégorie d'effet direct correspondante 5.1: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel <i>Indicateurs d'effet direct</i> 5.1.1 <i>Score de capacité Faim zéro</i>
Produit 4.1 Les autorités nationales responsables de la sécurité alimentaire et de la nutrition reçoivent une assistance technique pour améliorer la conception, la mise en œuvre et la gestion des programmes nationaux et locaux de sécurité alimentaire et de nutrition	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées

CADRE LOGIQUE

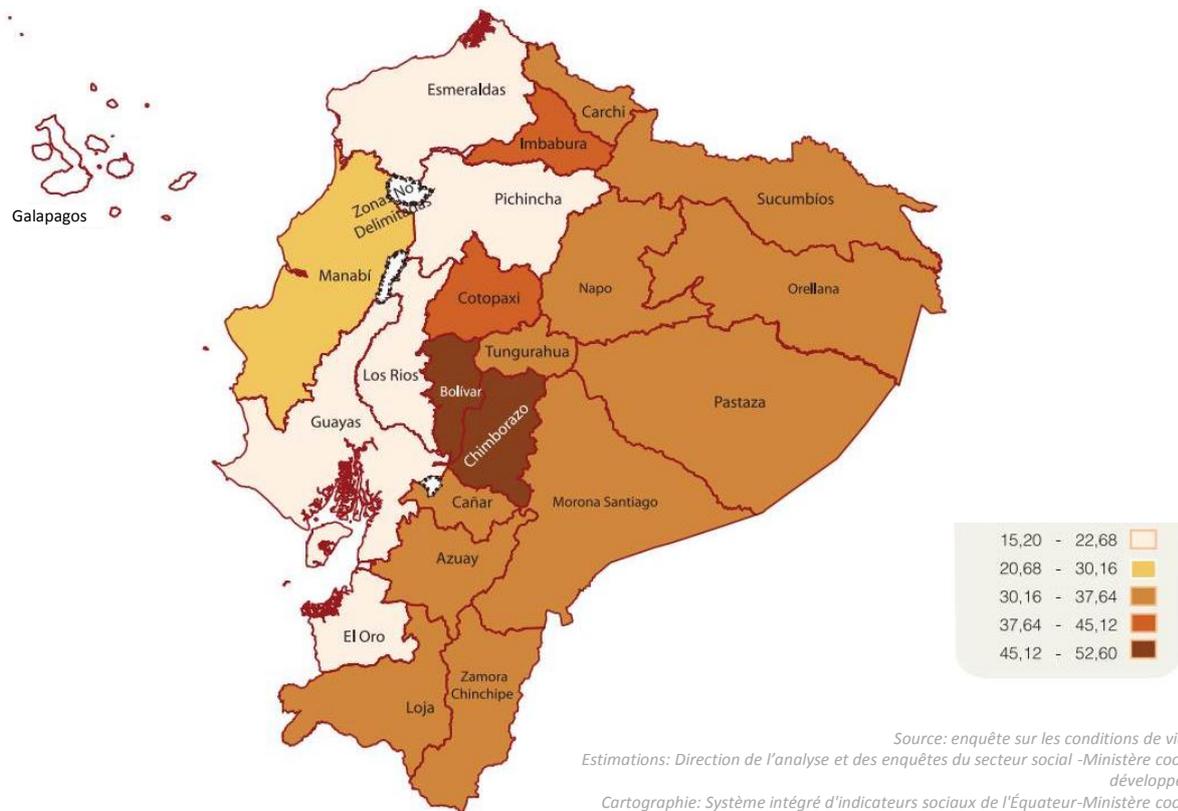
<p>Produit 4.2 Les cadres d'action ainsi que la conception et la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition prennent en compte les meilleures pratiques et les données d'expérience, en particulier celles acquises dans le cadre de la coopération Sud-Sud</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i> K. Partenariats appuyés</p>
<p>Activité 7 Assurer une assistance technique et mener des travaux de recherche et des évaluations pour améliorer l'exécution des programmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante</i> 9. Renforcement des capacités institutionnelles</p>
<p>Activité 8 Assurer la gestion des connaissances et mettre en commun les meilleures pratiques et les études, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante</i> 9. Renforcement des capacités institutionnelles</p>
<p><i>Résultats transversaux</i></p> <p>C.1 Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences</p> <p>C.2 Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité</p> <p>C.3 L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM</p> <p>C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement</p>	

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS (en dollars)					
Résultats stratégiques du PAM/Cibles des ODD	1 – Chacun a accès à la nourriture (Cible 2.1 des ODD)	3 – La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent (Cible 2.3 des ODD)	4 – Les systèmes alimentaires sont durables (Cible 2.4 des ODD)	5 – Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (Cible 17.9 des ODD)	Total
Effets directs stratégiques du PAM	1	2	3	4	
Domaines d'action privilégiés	Intervention d'urgence	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Causes profondes	
Transferts	19 420 752	3 099 285	6 401 180	2 269 630	31 190 847
Mise en œuvre	1 677 511	398 436	1 183 764	684 360	3 944 071
Coûts d'appui directs ajustés (%)	2 277 825	322 986	826 408	314 361	3 741 580
Total partiel	23 376 088	3 820 707	8 411 352	3 268 351	38 876 498
Coûts d'appui indirects (7%)	1 636 326	267 449	588 796	228 784	2 721 355
TOTAL	25 012 414	4 088 156	9 000 148	3 497 135	41 597 853

ANNEXE III

Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans, par province



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ANIMHU	<i>Agencia Nacional de Igualdad para la Movilidad Humana</i> (Programme national d'égalité pour la mobilité humaine)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FLACSO	<i>Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales</i> (Faculté des sciences sociale d'Amérique latine)
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNBV	<i>Plan Nacional para el Buen Vivir</i> (Plan national pour le bien-vivre)
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance